

Le 7 janvier 2016  
Orléans Ontario

Monsieur Andrew Leslie, député  
Circonscription d'Orléans  
Chambre des communes  
Ottawa ON  
K1H 0A6

Monsieur le Député,

J'ai lu avec intérêt l'article de Guillaume St-Pierre ***La valse-hésitation de Leslie***, paru le 29 décembre 2015 dans le journal *Le Droit*. J'ai lu avec intérêt, mais non sans avoir ressenti une grande déception à la fin. Si les propos du journaliste sont justes, il y a de quoi être déçu. Ma réaction en terminant la lecture de l'article ? « *Ça y est. Encore une fois les politiciens parlent deux langues, une langue avant les élections et une autre après avoir été élus.* » Je m'attendais à plus pourtant - par naïveté peut-être -, surtout d'un parti qui est père du bilinguisme au Canada. C'est ainsi que le cynisme commence. J'ai voté pour vous aux dernières élections, malgré mes longues hésitations cependant, car je désapprouvais certaines positions du chef. Mais, votre position, vos affirmations devrais-je dire, au sujet du bilinguisme en général et celles surtout qui portaient sur le bilinguisme officiel pour la Ville d'Ottawa me plaisaient, m'inspiraient confiance et m'ont porté à accorder mon vote au parti Libéral du Canada une nouvelle fois. En tant que francophone, cela est prioritaire pour moi et ma famille. Pourquoi alors ma déception ?

« *Oui, je serai un champion de la cause du bilinguisme officiel à Ottawa. Ça doit commencer avec la Ville d'Ottawa et on doit travailler avec les conseillers municipaux pour établir les conditions pour développer un consensus.* » Très belles paroles ! Puis ceci et je cite le journaliste : « *Il (vous) rappelle que le bilinguisme officiel sera décidé à la table des conseillers de la Ville d'Ottawa, et qu'il n'a pas l'intention de faire pression sur qui que ce soit. Le gouvernement fédéral, en bref, n'a pas à imposer sa vision.* » Excusez-moi d'être aussi franc et direct, mais de la part d'un champion, ce n'est pas très rassurant ! Et pourtant, vous reconnaissez (je me fie au texte du journaliste) que l'actuelle politique de bilinguisme de la ville d'Ottawa est insuffisante et qu'elle n'assure pas selon vous, l'égalité des chances entre les francophones et les anglophones de la circonscription que vous représentez... C'est ainsi que commence la « valse » municipale/provinciale/fédérale... On tourne en rond et il ne faut surtout pas se piler sur les pieds ! On se demande ensuite d'où vient le cynisme...

Or, voici. Oui, vous avez raison, vous n'avez pas le droit d'imposer, mais vous avez certainement le droit d'intervenir et de promouvoir, voire même d'exercer de la pression. Vous vous connaissez et vous vous parlez n'est-ce pas ? Cela est précisément votre devoir si la cause bien sûr, vous tient à cœur, si la cause est juste, comme vous semblez le reconnaître. N'est-ce pas cela la politique, l'art d'apporter des changements ? *Oui, je serai un champion...* Je ne suis qu'une voix pour défendre mes droits. J'ai déjà écrit au maire Watson qui relance toujours les mêmes réponses plates qu'aucun anglophone n'accepterait dans le cas inverse, mais vous, ce sont des milliers de voix que vous portez et représentez pour défendre nos droits, s'ils sont justes bien entendu, et si

vous y croyez réellement. C'est de cette pression qu'il s'agit : démontrer le bien fondé de la demande.

**En tant que politicien**, votre intervention démontrerait la conviction de vos paroles - les gestes parlent plus que les paroles - et vous seriez alors un modèle de courage face à l'adversité, car c'est bel et bien à cela que nous faisons face. Si nous devons attendre un CONSENSUS, oublions alors l'idée. Il y a et aura toujours un noyau dur opposé à toute forme de bilinguisme (vous connaissez ?). Autant abandonner alors, mais je sais que les grands changements n'ont pas toujours été faits par consensus. Il a fallu qu'il y ait des décisions qui imposent... Les exemples sont nombreux.

**En tant qu'anglophone et francophile**, vous seriez un modèle important pour vos concitoyens en démontrant les avantages d'un bilinguisme étendu et officiel. Vous seriez celui qui peut faire les liens avec la communauté anglophone sur laquelle il nous faut absolument compter. C'est curieux, n'est-ce pas ? Quand il s'agit de nos droits, il est toujours question d'argent. Combien ça va coûter ! On parle toujours de dépenses, mais jamais de revenus, de ce qu'une ville bilingue officielle gagnerait. Or, ils sont nombreux ces avantages et ils dépassent largement les dépenses. Et ce serait à vous de le montrer, vous en êtes vous même un grand bénéficiaire...

J'aurais tellement à vous dire, mais je ne veux pas abuser de votre temps. Je termine avec votre idée de « *laboratoire* » que pourrait être Orléans. « *Cette approche aurait toutefois le défaut de créer une asymétrie dans la prestation des services en français à l'échelle de la ville d'Ottawa. Les droits des francophones d'Orléans pourraient être, en somme, mieux protégés que ceux d'autres secteurs.* » Et vous n'y voyez pas d'inconvénients ? Est-ce possible ? Oserait-on dire une telle chose pour tout autre groupe minoritaire ? Ce n'est vraiment pas une bonne idée. La seule bonne idée à mon humble avis est d'avoir le courage d'aborder la question de front sans compromission afin qu'en 2017, quand les Canadiens fêteront le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération, la Ville d'Ottawa soit l'hôtesse de TOUS les Canadiens avec le même esprit d'accueil qu'on se plait à vanter surtout ces temps-ci avec toute la question des réfugiés.

Merci de votre attention. Je profite de l'occasion pour vous transmettre très sincèrement mes meilleurs vœux pour l'année 2016.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Rhéal Sabourin